

CE QUE CACHE LE DISCOURS CONTRE LES « CONSPIRATIONNISTES »

L'État contre la République

par *Thierry Meyssan*

À la demande du président François Hollande, le Parti socialiste français vient de publier une Note sur le mouvement international « *conspirationniste* ». Son but : préparer une nouvelle législation lui interdisant de s'exprimer.

Aux États-Unis, le coup d'État du 11 septembre 2001 a permis d'établir un « état d'urgence permanent » (*Patriot Act*) et de lancer une série de guerres impériales. Progressivement, les élites européennes se sont alignées sur leurs homologues d'Outre-Atlantique. Partout, les citoyens s'inquiètent d'être abandonnés par leurs États et remettent en question leurs institutions. Cherchant à se maintenir au pouvoir, les élites sont désormais prêtes à utiliser la force pour bâillonner leurs oppositions.

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | DAMAS (SYRIE) | 9 MARS 2015

ESPAÑOL DEUTSCH PORTUGUÊS عربي ITALIANO



Le 27 janvier 2015, le président François Hollande rendait les « complotistes » d'aujourd'hui responsables des crimes commis hier par les nazis contre les juifs d'Europe. Il appelait à leur interdiction d'expression.

e président de la République française, François Hollande, a

assimilé ce qu'il nomme les « *théories du complot* » au nazisme, puis a appelé à empêcher leur diffusion sur internet et les réseaux sociaux.

Ainsi a-t-il déclaré le 27 janvier 2015 au Mémorial de la Shoah :

« [L'antisémitisme] entretient les théories du complot qui se diffusent sans limite. Théories du complot qui ont, dans le passé, conduit déjà au pire » (...) « [La] réponse, c'est de prendre conscience que les thèses complotistes prennent leur diffusion par Internet et les réseaux sociaux. Or, nous devons nous souvenir que c'est d'abord par le verbe que s'est préparée l'extermination. Nous devons agir au niveau européen, et même international, pour qu'un cadre juridique puisse être défini, et que les plateformes Internet qui gèrent les réseaux sociaux soient mises devant leurs responsabilités, et que des sanctions soient prononcées en cas de manquement » [1].

Plusieurs ministres ont également conspué ce qu'ils appellent les théories du complot comme autant de « *ferments de haine et de désintégration de la société* ».

Sachant que le président Hollande appelle « *théorie du complot* » l'idée que les États, quels que soient leurs régimes –y compris les démocraties–, ont une propension spontanée à agir dans leur intérêt et non pas dans celui de leurs administrés, on peut en conclure qu'il s'est livré à cet amalgame pour justifier d'une éventuelle censure de ses opposants.

Cette interprétation est confirmée par la publication par la Fondation Jean-Jaurès, think tank du Parti socialiste dont M. Hollande était le Premier secrétaire, d'une note intitulée « *Conspirationnisme : un état des lieux* » [2].

Laissons de côté les relations politiques de François Hollande, du Parti socialiste, de la Fondation Jean-Jaurès, de son Observatoire des radicalités politiques et de l'auteur de la note et concentrons nous sur son message et son contenu idéologique.

Définition des « *théories du complot* »

Les expressions « *théories du complot* » et « *conspirationnisme* » se sont développées en France à la suite de la publication de mon

livre sur l'impérialisme états-unien post-11-Septembre, *L'Effroyable imposture* [3]. À l'époque, nous avions du mal à comprendre ce qu'elles signifiaient car elles renvoyaient à l'histoire politique américaine. Aux États-Unis, on appelait couramment « *conspirationnistes* » ceux pour qui le président Kennedy n'avait pas été assassiné par un seul homme, mais par plusieurs, formant une conspiration (au sens judiciaire). Avec le temps, ces expressions sont entrées dans la langue française et se sont superposées avec des souvenirs des années 30 et de la Seconde Guerre mondiale, ceux de la dénonciation du « *complot juif* ». Ces expressions sont donc aujourd'hui polysémiques, évoquant parfois la loi du silence états-unienne et, à d'autres moments, l'antisémitisme européen.

Dans sa note, la Fondation Jean-Jaurès donne sa propre définition du « *conspirationnisme* ».

C'est « un récit "alternatif" qui prétend bouleverser de manière significative la connaissance que nous avons d'un événement et donc concurrencer la "version" qui en est communément acceptée, stigmatisée comme "officielle" » (p. 2).

Observons que cette définition ne s'applique pas qu'aux délires de malades mentaux. Ainsi, Platon affirmait avec le mythe de la caverne remettre en cause les certitudes de son temps ; Galilée avec sa thèse héliocentrique défiait la lecture que son époque faisait de *La Bible* ; etc.

Pour ma part et puisque l'on voit en moi le « *pape du conspirationnisme* » ou plutôt l'« *hérésiarque* », selon le mot du philosophe italien Roberto Quaglia, je réaffirme mon engagement politique radical, au sens du radicalisme républicain français, de Léon Bourgeois [4], de Georges Clemenceau [5], d'Alain [6] et de Jean Moulin [7]. Pour moi, comme pour eux, l'État est un Léviathan qui par nature abuse de ceux qu'il gouverne.

Comme républicain radical, je suis conscient que l'État est l'ennemi de l'intérêt général, de la *Res Publica* ; raison pour laquelle je souhaite non pas l'abroger, mais le dompter. L'idéal républicain est compatible avec divers régimes politiques —y compris avec la monarchie, comme l'ont acté les auteurs de la *Déclaration* de

1789—.

Cette opposition, que le Parti socialiste actuel conteste, a tellement marqué notre histoire qu'en 1940 Philippe Pétain abrogea la République pour proclamer l'« *État français* ». Dès sa prise de fonction présidentielle, j'ai dénoncé le pétainisme de François Hollande [8]. Aujourd'hui, M. Hollande se réclame de la République pour mieux la combattre et son inversion des valeurs plonge le pays dans la confusion.

Qui sont les « *conspirationnistes* » ?

Les « *conspirationnistes* » sont donc des citoyens qui s'opposent à la toute-puissance de l'État et qui souhaitent le placer sous surveillance.

La Fondation Jean-Jaurès les décrit en ces termes :

« [C'est une] mouvance hétéroclite, fortement intriquée avec la mouvance négationniste, et où se côtoient admirateurs d'Hugo Chávez et inconditionnels de Vladimir Poutine. Un milieu interlope que composent anciens militants de gauche ou d'extrême gauche, ex-"Indignés", souverainistes, nationaux-révolutionnaires, ultra-nationalistes, nostalgiques du IIIe Reich, militants anti-vaccination, partisans du tirage au sort, révisionnistes du 11-Septembre, antisionistes, afrocentristes, survivalistes, adeptes des "médecines alternatives", agents d'influence du régime iranien, bacharistes, intégristes catholiques ou islamistes » (p. 8).

On notera les amalgames et les injures de cette description visant à discréditer les personnes qu'elle désigne.

Les mythes des « *conspirationnistes* »

La Fondation Jean-Jaurès poursuit son dénigrement en accusant les « *conspirationnistes* » d'ignorer les réalités du monde et de croire naïvement en des mythes éculés. Ainsi, nous croirions au « *complot sioniste mondial* », au « *complot illuminati* » et au « *mythe Rothschild* » (p. 4). Et pour créditer ces trois affirmations, elle ne cite qu'un exemple relatif au seul « *mythe Rothschild* » : le blogueur Étienne Chouard —dont le travail ne porte pas

simplement sur la République, mais va bien au-delà pour traiter de la Démocratie [9]— affirme que la loi Pompidou–Rothschild de 1973 est à l'origine de la dette de la France. Et la Fondation de réfuter cette affirmation en citant une tribune publiée par *Libération*.

On notera ici que l'exemple d'Étienne Chouard nous laisse sur notre faim à propos des deux autres mythes cités. Surtout, la Fondation s'adresse à des ignorants qui n'ont pas lu la réponse de M. Chouard à la tribune de *Libération* [10], ni la contribution du « *conspirationniste* » Michel Rocard [11]. En effet, de ce débat, il ressort bien que la loi de 1973 a permis l'explosion de la dette française au profit de banques privées, ce qui aurait été impossible auparavant.

La « *complosphère* »

Pour la Fondation Jean–Jaurès, les intellectuels conspirationnistes seraient

« essentiellement Nord–Américains. Citons en particulier Webster Tarpley et William Engdhal (tous deux anciens membres de l'organisation politico–sectaire américaine dirigée par Lyndon LaRouche), Wayne Madsen (WayneMadsenReport.com), Kevin Barrett (VeteransToday.com) ou encore Michel Chossudovsky (Mondialisation.ca). Avec leurs homologues européens, ces derniers forment une sorte d'Internationale à laquelle Thierry Meyssan, le président du Réseau Voltaire, a tenté de donner une forme concrète en novembre 2005, en réunissant à Bruxelles une "conférence anti–impérialiste" – "Axis for Peace" – dont la liste des participants se lit comme un who's who des auteurs conspirationnistes les plus en vue de l'époque » (p. 8).

Observons d'abord que la Fondation Jean–Jaurès ne doit lire que le français et l'anglais, et n'avoir que survolé la liste des participants d'*Axis for Peace*, pour croire que le phénomène qu'elle décrit ne concerne que la France, le Canada et les États–Unis, alors qu'il comprend une très importante littérature en allemand, en arabe, en espagnol, en italien, en persan, en polonais, en portugais et en russe ; langues qui sont d'ailleurs majoritaires à *Axis for Peace*.

Notons aussi le caractère malveillant de l'allusion à « *l'organisation politico–sectaire américaine dirigée par Lyndon*

LaRouche ». En effet, Webster Tarpley et William Engdhal ont quitté cette organisation, il y a plus de 20 ans. Et à l'époque où ils en étaient membres, ce parti était représenté aux congrès de Lutte ouvrière.

Un peu plus loin, la Fondation Jean-Jaurès ne manque pas de citer l'humoriste Dieudonné M'Bala M'Bala, dont l'État tente d'interdire les spectacles, le sociologue Alain Soral, dont le site internet (EgaliteEtReconciliation.fr) obtient des records d'audience en France, et Alain Benajam (facebook.com/alain.benajam), président du Réseau Voltaire France et représentant du gouvernement Novorossien du Donbass.



En 1989, l'ancien chef du Renseignement états-unien en Europe, Irwing Brown, révélait aux journalistes Roger Faligot et Rémi Kauffer avoir recruté Jean-Christophe Cambadélis lorsqu'il militait chez les trotskistes lambertistes. 25 ans plus tard, M. Cambadélis est devenu Premier secrétaire du Parti socialiste français.

Les idées politiques des « *conspirationnistes* »

Après ces apéritifs, la Fondation Jean-Jaurès en vient au cœur du débat, celui des idées politiques. Il définit ainsi celles des « *conspirationnistes* » :

- ▶ « *l'effacement de toute distinction de nature entre régimes autoritaires et démocraties libérales (réputées plus « totalitaires » que les pires des totalitarismes)* » ;

- ▶ « [l'opposition à] toute législation antiraciste sous prétexte de défense de la "liberté d'expression" » ;
- ▶ « [le rejet de] la pertinence du clivage droite-gauche, le véritable clivage étant celui qui sépare "le Système" (ou "l'Empire", ou "l'Oligarchie") de ceux qui lui résistent » ; (p. 8)
- ▶ « l'idée que le sionisme est un "projet de domination" du monde » (p. 9).

La Fondation Jean-Jaurès cible précisément les sujets de conflit, mais grossit le trait pour discréditer ses opposants. Par exemple, personne ne s'est opposé à la législation antiraciste, mais uniquement et exclusivement à la disposition de la loi Fabius-Gaysot qui punit de prison le débat sur l'extermination des juifs d'Europe [12]

Qu'est-ce que le sionisme ?

La Fondation se livre alors à une très longue analyse de mes travaux sur le sionisme. Elle les défigure puis les commente :

« L'antisionisme revendiqué ici par Thierry Meyssan n'a pas de rapport avec la critique d'une politique conjoncturelle, celle des gouvernements qui ont pu se succéder à la tête de l'État d'Israël. Il ne relève pas d'un anticolonialisme que satisferait le retrait d'Israël des territoires occupés à l'issue de la guerre des Six Jours et la création d'un État palestinien. Il ne procède pas non plus d'un internationalisme qui tiendrait en suspicion, par principe, tout mouvement national d'où qu'il vienne puisque, précisément, il ne tient pas le sionisme pour un mouvement national. Cet antisionisme de facture paranoïaque ne prétend pas combattre le sionisme envisagé dans la diversité de ses expressions historiques, mais une hydre fantasmatique qui serait à la source du malheur du monde » (p. 9).

En voulant conclure sur ce débat et en lui donnant une place considérable dans son analyse, la Fondation Jean-Jaurès en souligne l'importance. Je défends en effet une position jusqu'ici absente du débat politique occidental [13] :

- ▶ Le premier chef d'État ayant affirmé son intention de rassembler les juifs du monde entier dans un État qui serait le leur fut Lord Cromwell au XVIIe siècle. Son projet, clairement explicité, consistait à utiliser la diaspora juive pour étendre l'hégémonie anglaise. Ce projet a été défendu par tous les gouvernements britanniques successifs et inscrit par Benjamin Disraeli à l'ordre du jour de la Conférence de Berlin.

- ▶ Theodor Herzl lui-même était un disciple de Cecil Rhodes, le théoricien de l'Empire britannique. Herzl avait proposé au départ de créer Israël en Ouganda ou en Argentine, pas du tout en Palestine. Lorsqu'il est parvenu à faire adhérer des militants juifs au projet britannique, il a acheté des terres en Palestine en créant l'Agence juive dont les statuts sont la copie intégrale de la société de Rhodes en Afrique australe.
- ▶ En 1916-17, le Royaume-uni et les États-Unis se sont réconciliés en s'engageant ensemble à créer l'État d'Israël, c'est la *Déclaration Balfour* pour Londres et les *14 points de Wilson* pour Washington.

Il est donc parfaitement absurde de prétendre que Herzl a inventé le sionisme, de dissocier le projet sioniste du colonialisme britannique, et de nier que l'État d'Israël est un outil du projet impérial commun de Londres et de Washington.

La position du Parti socialiste sur ce sujet n'est pas innocente. En 1936, il proposait avec Léon Blum de transférer les juifs allemands au Sud du Liban de manière à ce que ce territoire soit annexé par Israël lorsque celui-ci serait créé [14]. Cependant le projet fut rapidement écarté par le haut-commissaire français à Beyrouth, le comte Damien de Martel de Janville, parce qu'il violait à l'évidence le mandat de la Société des Nations. Aujourd'hui le lobby israélien, créé en 2003 au sein du Parti socialiste, alors que François Hollande était Premier secrétaire, s'appelle donc naturellement Cercle Léon-Blum.

Remarques conclusives

En 2008, le professeur Cass Sunstein, conseiller du président Barack Obama et époux de l'ambassadrice US aux Nations unies, avait rédigé une note similaire [15].

Il écrivait :

« *Nous pouvons facilement imaginer une série de réponses possibles.*

- ▶ *1. Le gouvernement peut interdire les théories de la conspiration.*
- ▶ *2. Le gouvernement pourrait imposer une sorte de taxe, financière ou autre, sur ceux qui diffusent de telles théories.*
- ▶ *3. Le gouvernement pourrait s'engager dans un contre discours pour*

discréditer les théories du complot.

- ▶ 4. *Le gouvernement pourrait engager des parties privées crédibles à s'engager dans un contre-discours.*
- ▶ 5. *Le gouvernement pourrait s'engager dans la communication informelle avec les parties tierces et les encourager ».*

En définitive, le gouvernement des États-Unis avait décidé de financer des individus, à la fois chez lui et à l'étranger, pour perturber les forums des sites internet « *conspirationnistes* » et pour créer des groupes leur apportant la contradiction.

Ceci n'ayant pas suffi, la France est appelée à prendre des mesures autoritaires. Comme par le passé, les élites françaises, dont le Parti socialiste forme l'aile prétendument de gauche, se sont placées aux ordres de la principale puissance militaire de l'époque, en l'occurrence les États-Unis.

Pour la mise en œuvre de ce projet, il reste à définir quelle instance, nécessairement administrative, sera chargée de la censure et quels en seront les critères. Ne soyons pas naïfs, nous nous approchons d'une inévitable épreuve de force.

Thierry Meyssan

Documents joints



« **Conspirationnisme : un état des lieux** », par Rudy Reichstadt, Fondation Jean-Jaurès, Parti socialiste, 24 février 2015.
(PDF – 159.3 ko)

[1] « **Discours de François Hollande au Mémorial de la Shoah** », par François Hollande, *Réseau Voltaire*, 27 janvier 2015.

[2] « **Conspirationnisme : un état des lieux** », par Rudy Reichstadt, Observatoire des radicalités politiques, Fondation Jean-Jaurès, Parti socialiste, 24 février 2015.

[3] **L'Effroyable Imposture suivi de Le Pentagate**, par Thierry Meyssan, Nouvelle réédition, entièrement réactualisée et annotée, éditions Demi-Lune.

[4] Léon Bourgeois, sculpteur français (1851–1925). Théoricien du « solidarisme » (que les socialistes actuels confondent avec la Fraternité). Il fut président du Parti radical, président du Conseil des ministres, premier président de la Société des Nations et lauréat du prix Nobel de la

paix en 1920. Avec l'aide du Tsar Nicolas II, il posa le principe des arbitrages entre États, dont la Cour internationale de Justice des Nations unies est l'aboutissement actuel.

[5] Georges Clemenceau (1841–1929). Il défendit les Communards face à la droite et combattit la gauche socialiste de Jules Ferry aussi bien contre son projet de colonisation que contre sa vision de la laïcité. Alors que, durant la Grande Guerre, le pays semblait vaincu, il devint président du Conseil et le conduisit jusqu'à la victoire.

[6] Alain, philosophe français (1868–1951), co-fondateur du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA). Il milita pour une république protectrice de la liberté, strictement contrôlée par le peuple.

[7] Jean Moulin, haut fonctionnaire (1899–1943). Il prit le parti des Républicains espagnols et organisa illégalement, malgré le gouvernement socialiste neutre, un trafic d'armes pour résister aux Franquistes. Durant l'Occupation de la France, il dirigea le Conseil national de la Résistance, y incluant toutes les sensibilités politiques à l'exception de celle qui s'était battue aux côtés des Franquistes. Arrêté par les nazis, il mourut sous la torture.

[8] « [La France selon François Hollande](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 30 juillet 2012.

[9] La République veille à ce que le Pouvoir serve l'Intérêt général. La Démocratie exige que le Pouvoir soit exercé par tous les citoyens.

[10] « [Analyse des réflexions de Monsieur Beitone sur la prétendue rumeur d'extrême droite à propos de la loi de 1973](#) », par Étienne Chouard, 30 décembre 2011.

[11] Émission *Mediapolis* sur la radio Europe 1, le 22 décembre 2012, l'ancien Premier ministre socialiste Michel Rocard était l'invité de Michel Field et d'Olivier Duhamel.

[12] De nombreux responsables politiques se sont vainement opposés à cette loi, dont l'ancien président Jacques Chirac, et les anciens Premiers ministres Dominique de Villepin et François Fillon.

[13] « [Qui est l'ennemi ?](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 août 2014.

[14] *My Enemy's Enemy : Lebanon in the Early Zionist Imagination, 1900–1948*, par Laura Zittrain Eisenberg, Wayne State University Press (1994). Thèse de doctorat vérifiée par Itamar Rabinovitch côté israélien et Kamal Salibi côté libanais.

[15] « [Conspiracy Theories](#) », Cass R. Sunstein & Adrian Vermeule, Harvard Law School, January 15, 2008.

Source : « L'État contre la République », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 9 mars 2015, www.voltairenet.org/article186986.html